

RELEVÉ DE CONCLUSIONS DE LA REUNION DE LA COMMISSION DES ILES TENUE A SAINT-MALO LE 25 SEPTEMBRE 2013 DANS LE CADRE DE LA 41^{ème} ASSEMBLEE GENERALE DE LA CRPM

Mr Heddle, Convener des Orkney et Vice-Président de la Commission des Îles assure la Présidence de cette réunion en l'absence du Président Cappellacci empêché.
Il souhaite la bienvenue et remercie les délégués pour leur participation.

Les points à l'ordre du jour sont examinés :

1/ Point d'information sur l'actualité

Le Secrétaire exécutif rappelle que ces points ont été évoqués en Sardaigne :

Amendement sur la flexibilité de l'utilisation des fonds structurels

L'Amendement déposé au PE sur la flexibilité de l'utilisation des fonds structurels pour les îles et autres territoires spécifiques n'est pas passé lors de la réunion de la Commission REGI en Juillet. La liste des votants étant réservée aux grands groupes politiques. A ce stade des négociations, ce sont les grands groupes qui gèrent tout. Néanmoins les MEPs ayant signé l'amendement vont essayer de le faire passer en séance plénière à Strasbourg (77 signatures sont nécessaires).

Programme d'initiative communautaire pour les îles destiné à la mise en œuvre des objectifs d'EU2020 (ISLAND 2020)

La Commission s'est opposée à ce projet en estimant que le nécessaire avait déjà été fait pour les îles et que ce qui existe dans la législation renforce déjà les objectifs territoriaux et qu'il est déjà possible de moduler les taux de cofinancement pour les territoires souffrant de handicaps et que notre proposition n'avait pas lieu d'être.

Il souligne que bien que le Commissaire Hahn assiste à nos travaux demain, il n'en a pas pour autant soutenu nos propositions.

2/ Prochaines réunions de la Commission des Îles

- Prochaine Assemblée générale de la CDI

La prochaine réunion de la Commission des Îles se tiendra, à l'invitation du Gouverneur Mahairidis, dans le Sud-Egée à Rhodes, à une date qui reste à fixer (vraisemblablement fin-mars ou début avril 2014 sous présidence semestrielle grecque).

La Commission des Îles espère pouvoir profiter de la Présidence grecque, pour prendre part, comme à Chypre, à l'une des réunions informelles du Conseil qui pourrait être consacrée à l'insularité. La Région Sud-Egée en collaboration avec la CDI est en contact avec les ministères concernés.

- Organisation d'un séminaire sur les transports aériens dans les Îles (Baléares, 30/31 octobre 2013)

Le Secrétaire exécutif rappelle qu'elle organise aux Baléares les 30 et 31 octobre 2013 une réunion qui portera sur les services aériens dans les îles (même si d'autres questions seront abordées, comme la prochaine réforme des aides d'Etat aux infrastructures portuaires). Il s'agira d'échanges d'expérience et de comparer les systèmes (OSP ou aides directes aux résidents) en place dans les différentes régions.

Mme Estaras Ferragut, Membre du PE a d'ores et déjà annoncé sa participation. Il invite les délégués à venir nombreux en rappelant qu'il s'agit d'un séminaire technique et que les participants doivent être des spécialistes du transport aérien au fait de la législation.

3/ Barème des cotisations pour 2014

Le Secrétaire exécutif présente le barème des cotisations pour 2014 et rappelle qu'il reste inchangé par rapport à 2013.

Population	Barème 2013	Barème 2014 proposé (<i>identique à 2013</i>)
<100.000 habitants	4 592 €	4 592 €
de 100.000 à 500.000	6 042 €	6 042 €
de 500.000 à 1.000.000	7 856 €	7 856 €
> 1.000.000	9 061 €	9 061 €

Ce barème est adopté à l'unanimité.

4/ Examen de la Déclaration finale et des résolutions présentées à l'Assemblée générale de la CRPM

Madère propose un amendement au point 19 de la Déclaration finale qui est adopté.

Le Secrétaire Exécutif soumet également au vote un projet de résolution présenté conjointement par la Commission Mer Baltique et la CDI (qui partage des problématiques communes) sur le projet de lignes directrices sur les aides d'Etat aux aéroports et aux compagnies aériennes de la CE - qui est également adopté à l'unanimité.

Ce texte une fois adopté par l'Assemblée générale dans son ensemble sera transmis à la DG COMP en réponse à cette consultation.

Il souligne toutefois que la Commission européenne est seule compétente en matière d'aides d'état, ce qui pose la question de l'utilité de ce type de consultation. Il s'interroge sur l'opportunité de préparer une déclaration écrite pour s'en inquiéter auprès de la Commission.

5/ Divers (Soutien au Comité d'Organisation des Jeux des Iles - COJI et à SMILEGOV) - Annexes 1 et 2

COJI

Le Secrétaire Exécutif rappelle qu'une présentation détaillée des Jeux des Iles a eu lieu lors de l'AG de Sardaigne. Suite à cette présentation, COJI souhaiterait obtenir le soutien de la Commission des Iles pour son action.

Le texte présenté par COJI est adopté par la Commission des Iles (annexe 1)

SMILEGOV (Smart Island Initiative)

Le secrétaire exécutif présente rapidement le projet portant sur la gestion de l'énergie et le changement climatique dans les îles. Il s'agit de créer un « label » sur ces thèmes pour les îles et de favoriser la coopération entre les différents niveaux de gouvernance des îles (ex : national, régional, local) pour atteindre les objectifs 20-20-20 de l'UE dans le domaine de l'énergie et du changement climatique. (annexe 2)

De plus amples informations leur seront transmises directement par le responsable du projet et un point sera mis à l'ordre du jour de notre prochaine Assemblée générale à Rhodes.

6/ Bureau de la Commission des Iles

Madère représentera le Portugal au sein du Bureau de la Commission des Iles. Par ailleurs, les délégations nationales qui n'auraient pas transmis le nom de leur représentant au Bureau de la CDI sont invitées à le faire dès que possible (cf annexe 3 - Liste du Bureau).

Annexe 1

DEMANDE DE SOUTIEN DE LA COMMISSION DES ILES AU COMITE D'ORGANISATION DES JEUX DES ILES (COJI)

Les jeux des Iles ont été imaginés en 1989 et ils se sont concrétisés en 1997 par leur première organisation en Corse. Aujourd'hui plus d'une vingtaine d'îles y participent.

Le C.O.J.I. se donne pour objectifs de promouvoir le sport au sein de la jeunesse insulaire européenne, comme facteur d'intégration et de cohésion sociale, afin de favoriser les échanges et la collaboration dynamique entre les îles qui permettent le développement des études et de projets de coopération.

Il représente un élément de grande valeur sociale, culturelle, économique et touristique pour l'ensemble des activités de cet important espace que sont les zones insulaires pour le développement de l'Union européenne.

Par conséquent, le COJI souhaiterait bénéficier de l'appui et de la reconnaissance de la Commission des Iles afin de pouvoir compter sur le soutien des divers gouvernements insulaires et leurs politiques en matière de jeunesse et sports, et obtenir des aides financières des différents programmes de l'UE, des administrations régionales et des Etats insulaires afin de faciliter les objectifs énoncés et de promouvoir la modernisation du sport pour le bien-être et le développement de la jeunesse.



www.smilegov.eu

Favoriser une mise en œuvre efficace des plans d'action pour l'énergie durable dans les îles européennes par le renforcement d'une gouvernance multi-niveau intelligente.

SMILEGOV ☺

Le projet en quelques mots

Le projet a été construit sur l'idée que la coopération entre les différents niveaux de gouvernance des îles (ex : national, régional, local) peut avoir un rôle clé à jouer pour atteindre les objectifs 20-20-20 de l'UE dans le domaine de l'énergie et du changement climatique.

Le rôle d'une bonne coopération multi-niveau est identifié comme l'un des points clés pour programmation énergétique durable, compatible (entre les différents niveaux) et susceptible d'être efficace au niveau local. Surtout, quand il s'agit de communautés insulaires ce rôle s'avère crucial pour un développement équilibré de l'île, la gestion des ressources, la croissance économique et la qualité de vie pour les citoyens et les visiteurs.

SMILEGOV, basé sur de précédentes réussites et une étroite coopération européenne permettra de **renforcer les capacités locales** et de travailler à l'amélioration de la coopération multi-niveau dans les îles européennes visant à **faciliter la mise en œuvre** de leurs plans d'action pour l'énergie durable vers les objectifs 20-20-20 de l'UE.

Concernant les îles qui n'ont pas encore élaboré un processus de programmation énergétique durable à l'horizon 2020, le renforcement des capacités sera proposé dans le but de soutenir les structures des îles et leur permettre de développer leurs propres projets d'énergie et de programmation.

Afin de soutenir ce processus, des **groupes d'îles européennes (clusters)** seront mis en place dans la plus grande partie des régions insulaires européennes: l'Atlantique (Canaries, Ecosse), la mer Baltique (Danemark, Suède, Norvège, Finlande, Estonie) et de la Méditerranée (Italie, Malte, Chypre, Grèce). La formation de clusters d'îles et l'échange de connaissances au niveau local et régional, l'identification des orientations stratégiques pour surmonter les obstacles existants grâce à l'aide des îles expérimentées, ainsi que l'apprentissage à travers l'expérience de zones modèles (« apprendre des experts ») guideront l'exploration de cette voie.

SMILEGOV et le Pacte des Iles

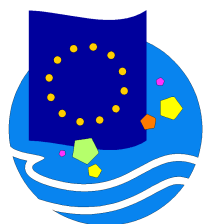
SMILEGOV s'appuiera sur l'expérience acquise au cours du projet ISLE-PACT (www.islepact.eu) à travers lequel 62 îles européennes ont élaboré des plans d'action pour l'énergie durable, ainsi que des projets finançables spécifiques. Un objectif fondamental pour SMILEGOV est de permettre à au moins 50 projets qui découlent de plans d'action pour l'énergie durable et qui font face à des problèmes d'implémentation, de faire des progrès significatifs.

Les îles qui n'ont pas d'expérience en matière de programmation énergétique et qui n'ont pas encore eu l'opportunité d'élaborer des projets d'énergie durable seront également invités à se joindre aux groupes SMILEGOV. Ces îles recevront une formation dans le but de renforcer la capacité locale, seront incités à élaborer un plan d'action pour la réduction de leurs émissions de CO2 de 20% d'ici 2020 et aussi seront invités à rejoindre la famille du «Pacte des îles». Pour chaque cluster, un chef de file du cluster sera le point de contact responsable de ce processus.

Derrière un 😊, qu'y a-t-il de plus pour vous ?

En se joignant à votre cluster d'îles locales SMILEGOV, votre île :

- deviendra un membre du plus grand réseau des îles européennes pour un développement durable
- renforcera sa collaboration avec les îles voisines et les communautés insulaires
- bénéficiera des ateliers pour la programmation énergétique et le financement de projets d'énergie durable
- acquerra une vue approfondie des réussites et des bons exemples en matière de projets durables insulaires
- permettra à ses membres du personnel de recevoir une formation certifiée sur la programmation énergétique et le développement de projets
- aura un accès et une orientation à travers les lignes directrices et les outils du Pacte des îles et recevra une assistance technique pendant le processus de programmation énergétique durable



Commission des Iles ▶ Islands Commission ▶ Ö-kommissionen ▶ Επιτροπή των Νησιών

Comisión de las Islas ▶ Comissão das Ilhas ▶ Commissione delle Isole

Saarte Komisjon ▶ Kummissjoni ta'Gúejjer ▶ Ø Kommission

List of the CPMR Islands Commission Bureau

(Elected in Sardegna, June 2013)

- **President**

Ugo CAPPELLACCI, Presidente della Regione Sardegna (IT)

- **Vice Presidents**

CYPRUS

Ermis KLOKKARIS, Chief Town Planning Officer, Department of Town Planning and Housing (CY)

DENMARK

Winni GROSBØLL, Mayor, Bornholms Regionskommune (DK)

ESTONIA

Kaido KAASIK, Mayor, County Governor, County Government of Saaremaa (EE)

FRANCE - To be nominated

FINLAND - To be nominated

GREECE

Ioannis MACHAIRIDIS, Regional Governor, Notio Aigaio / *South Aegean* (GR)
Alternate: Spyros SPYROU, Regional Governor of Ionia Nisia

MALTA

Anton REFALO, Minister of State, Ministry for Gozo (MT)

PORTUGAL

Alberto J.C. JARDIM, Presidente do Governo Autónomo da Madeira (PT)

SPAIN

José Ramón BAUZÁ DÍAZ, Presidente Govern de les Illes Balears (ES)

SWEDEN

Åke SVENSSON, County Mayor, Gotlands Kommun (SE)

UK

Steven HEDDLE, Convener, Orkney Islands Council (UK)